

[\(retour\)](#)**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU CANTON DE FRIBOUR****VERWALTUNGSGERICHT DES KANTONS FREIBURG****RAPPORT**

**sur l'activité du Tribunal administratif et  
sur l'état général de la juridiction administrative  
pour l'année 2004**

**BERICHT**

**über die Tätigkeit des Verwaltungsgerichts und  
über den Stand der Verwaltungsjustiz  
im Jahr 2004**

**AU GRAND CONSEIL  
DU CANTON DE FRIBOURG**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux articles 65 de la Constitution cantonale et 4 de la d'organisation du Tribunal administratif du 24 avril 1990, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'activité du Tribunal administratif et sur l'état général de la juridiction administrative dans le canton pour l'année 2004.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs

les Députés, l'expression de notre haute considération.

Givisiez, le 8 mars 2005

Le Greffier-chef:

**Jean-Benoît Meuwly**

La Présidente:

**Gabrielle Multone**

## AN DEN GROSSEN RAT DES KANTONS FREIBURG

*Sehr geehrter Herr Präsident  
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte*

*Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Artikel 65 der Kantonsverfassung und Artikel 4 des Gesetzes über die Organisation des Verwaltungsgerichts vom 24. April 1990 den Bericht über die Tätigkeit des Verwaltungsgerichts und über den Stand der Verwaltungsjustiz im Kanton im Jahr 2004 unterbreiten.*

*Wir versichern Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, unserer vorzüglichen Hochachtung.*

*Givisiez, 8. März 2005*

*Der Chefgerichtsschreiber:*

**Jean-Benoît Meuwly**

*Die Präsidentin:*

**Gabrielle Multone**

## Partie générale *Allgemeiner Teil*

- **PERSONNEL**
- **ACTIVITE JURIDICTIONNELLE**
- **ACTIVITE SCIENTIFIQUE**
- **DIVERS**

- PERSONELLES
- GERICHTSTÄTIGKEIT
- WISSENSCHAFTLICHE TÄTIGKEITEN
  - WEITERES

## **I. PERSONNEL**

### **A. Juges**

Dans le rapport d'activité 2002, il avait été annoncé que les président(e)s des Cours administratives générales occuperaient cette fonction pendant deux ans. Depuis le 1<sup>er</sup> 2004, la I<sup>ère</sup> Cour administrative est présidée par la juge *Marianne Jungo*, la II<sup>e</sup> Cour par le juge *Christian Pfammatter* et la III<sup>e</sup> Cour par le juge *Michel Wuilleret*.

*Me Denis Boivin* a été élu en qualité de juge suppléant au TA par le Grand Conseil pendant une période de 5 ans à partir du 12 février 2004.

### **B. Greffe**

Depuis plusieurs années, le TA bénéficiait d'un crédit spécial pour l'engagement temporaire de personnel supplémentaire destiné à réduire le nombre d'affaires en souffrance devant les tribunaux cantonaux (cf. les précédents rapports d'activité). L'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> 2003, de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales introduisant l'opposition généralisée a permis de diminuer de façon notable le contentieux de droit public (cf. le rapport d'activité 2003), en sorte que le TA a, de son propre chef, renoncé à recruter des greffiers-rapporteurs ad hoc en 2004 ainsi que sa transformation en postes fixes. Aussi les engagements annuels de *Me Dumas* (60%) et de *Me Claudia Dey* (50%) comme greffières-rapporteuses ad hoc auprès de la Cour des assurances sociales n'ont-ils pas été renouvelés. Cette dernière conserve toutefois son poste de droit public (50%) auprès de la même Cour.

*Me Anne-Sophie Peyraud*, greffière-rapporteuse auprès de la Cour des assurances sociales a été libérée de tout engagement envers le Tribunal administratif du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 31 mars 2004 afin de lui permettre de se mettre à disposition, comme juge suppléante extraordinaire, au Tribunal cantonal de Neuchâtel. Elle a été remplacée, à partir du 1<sup>er</sup> mai 2004 et parallèlement, par *Me Maude Favarger*.

Sans compter le greffier-chef, les greffiers-rapporteurs totalisent 7 unités de poste, employées par 9 personnes.

Dans le cadre de leur formation d'avocat/e, *Cynthia Donzallaz*, *Michael Guye*, *Christine Humbert* et *Valérie Humbert* ont accompli un stage de greffier/ère.

### **C. Secrétariat**

Tandis que *Doris Bertschy*, secrétaire de langue allemande, a réduit son activité de sa collègue *Manuela Hain*, secrétaire bilingue, l'a augmentée dans la même mesure, 40%.

Sans compter la cheffe de bureau et les deux apprenties, les secrétaires totalisent 3 poste, réparties entre 5 personnes.

Le Tribunal administratif a continué à participer au programme d'aide aux chômeurs par l'Etat de Fribourg et a engagé deux personnes dans le cadre d'un programme d' temporaire. La participation à ce programme constitue une expérience fort positive, personne concernée, qui augmente ses compétences professionnelles, que pour le T bénéficie, en même temps, de son grand engagement, de sa motivation ainsi que de qualité.

## **II. ACTIVITE JURIDICTIONNELLE**

### **A. Remarques générales**

Le nombre des *nouvelles affaires enregistrées* en 2004 auprès du Tribunal administratif (993 unités) a augmenté de 25% par rapport à l'année précédente (993 unités). Il rejoint d'entrées observé en 2002 (1218).

Cet accroissement concerne surtout la Cour des assurances sociales (+52%), la III<sup>e</sup> administrative (+36%) et, dans une moindre mesure, la I<sup>e</sup> Cour administrative (+2%); en revanche enregistré une diminution des affaires de la II<sup>e</sup> Cour administrative (-13%); de la répartition des causes, la Cour des assurances sociales comptabilise 495 nouvelles affaires ce qui représente le 40% des affaires enregistrées par le Tribunal administratif, en 2004 par rapport à 2003 (1/3 des causes), mais en net recul par rapport aux années précédentes (58% en 2002 et 54% en 2001). La III<sup>e</sup> Cour administrative totalise le 20% des affaires en 2004 alors que la I<sup>e</sup> Cour administrative (y compris les mesures de contraintes) et la Cour des assurances sociales partagent chacune le 15%, le solde de 10% revenant à la II<sup>e</sup> Cour administrative.

Il est à relever que le *nombre d'affaires liquidées* par l'ensemble du Tribunal a légèrement diminué (-8,8%) par rapport à 2003 (1259 dossiers contre 1381). Cette diminution notamment par la suppression d'un poste de travail (cf. ci-avant le chiffre I.B), l'augmentation des arrêts de fond dans certaines Cours ainsi que l'ampleur et la difficulté de certains dossiers traités cette année. Le nombre d'affaires liquidées a toutefois été très légèrement supérieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a permis de réduire à 776 le nombre en attente d'une décision à la fin de l'exercice.

D'autres informations détaillées sur l'activité des différentes Cours du Tribunal ressortent de la partie statistique du présent rapport.

### **B. I<sup>ère</sup> Cour administrative**

L'activité de la I<sup>e</sup> Cour administrative pour l'année 2004 n'amène pas de remarques particulières.

### **C. II<sup>e</sup> Cour administrative**

En 2004, la II<sup>e</sup> Cour administrative s'est occupée à plusieurs reprises de recours.

téléphonie mobile. Malgré l'anxiété de la population face au rayonnement no autorités d'application du droit n'ont quasiment aucun pouvoir d'appréci implantations d'antennes, ce qui se traduit par un taux de succès quasi nul de particulier, compte tenu de l'absence de disposition cantonale spéciale d'aménage construction, il est possible actuellement - pour autant que les valeurs limites soier d'implanter des antennes n'importe où dans la zone à bâtir, sans aucun devoir de Cette situation anarchique devrait être améliorée sous l'angle législatif pour perm une intervention des autorités comparable à ce qu'elle est hors zone à bâtir, où l d'aménagement du territoire impose un minimum de règles, spécialement e coordination.

#### **D. III<sup>e</sup> Cour administrative**

Hormis les décisions rendues en matière d'heures d'ouverture des shops commentées par la presse locale - et l'augmentation considérable du nombre l'activité de la III<sup>e</sup> Cour administrative pour l'année 2004 n'amène pas ( particulières.

#### **E. Cour fiscale**

Dans un arrêt de principe du 24 août 2004 (ATF 130 II 509), le Tribunal fédéral a p nouvelles exigences quant à la forme et au contenu des décisions cantonales de der portant simultanément sur l'impôt fédéral direct et sur les impôts cantonaux harmo (motivations séparées et dispositifs distincts). Depuis lors, la Cour fiscale procède - conformément à la pratique d'autres cantons - à une inscription séparée des recours même contribuable portant à la fois sur l'impôt fédéral direct et sur l'impôt cantonal

Ce nouveau système d'inscription des recours a entraîné en 2004 une légère augme affaires enregistrées. Leur nombre reste toutefois relativement bas. Il se confirme a durablement que les litiges sont moins nombreux sous l'égide de la nouvelle loi sur cantonaux directs (notamment en raison de la taxation annuelle postnumerando air l'harmonisation fiscale).

Dans ces conditions, le président de la Cour fiscale a pu continuer à traiter égaleme dossiers d'assurance-chômage pour la Cour des assurances sociales.

#### **F. Cour des assurances sociales**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, la Cour des assurances sociales, malgré une remonté du nombre des affaires par rapport à 2003, n'est plus dans la situation de devoir fo la participation des autres juges professionnels du Tribunal administratif, lesquels, pour certains, de quelques dossiers déjà attribués avant cette date et qu'ils tien traiter (peu nombreux), peuvent se consacrer pleinement à leur(s) Cour(s) res raison de l'introduction l'année précédente de la voie préalable de l'opposition.

L'introduction de ce moyen de droit intermédiaire s'est immédiatement traduite, er année par une sensible diminution de leur nombre.

Cette sensible réduction n'a été cependant que transitoire puisque, au cours de l'an s'est amoindrie, le nombre de nouvelles causes passant de 326 à 495, les opposition, seules susceptibles de recours, ayant été prises entre-temps par l'admir

Parallèlement, ce sont 572 affaires qui ont été liquidées, dont 499 par a correspondant à un taux de 82%.

Après deux ans d'application, ce nouveau régime procédural, s'il a entraîné une bai des affaires, éliminant par là pour une large part les cas qui pouvaient d'emblé solution à la satisfaction des parties au litige, laisse en contrepartie à la cogniti judiciaire les cas les plus lourds, en matière d'assurance-invalidité surtout, qu décision de fond et, par conséquent, un gros travail de préparation et d'état jugement.

## **G. Statistiques**

En ce qui concerne le nombre d'affaires liquidées et le mode de liquidation, nous vous référer à la partie statistique du présent rapport.

## **III. ACTIVITE SCIENTIFIQUE**

*Hugo Casanova* a continué de rapporter pour les "Archives de droit fiscal suisse" les développements jurisprudentiels fédéraux portant sur les contributions cantonales. annuelle a paru au volume 73 de cette revue (juillet/août 2004, p. 65 ss) ainsi que publication on line "Jusletter" du 19 avril 2004 sous les titres: "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2002 - Kantonale Abgaben (inkl. Steuerharmonisierung)" et "Parallele Ausgestaltung des kantonalen Instanzenzuges kantonalen direkten Steuern und der direkten Bundessteuer". Il a également animé perfectionnement en droit fiscal fédéral destiné aux fonctionnaires fiscaux sur le thème "L'imposition des revenus provenant de la fortune mobilière". Dans le cadre de la fo avocat(e)s stagiaires, il a donné un cours sur le thème "Wiedererwägung und Revisi présenté lors d'un congrès de l'Institut pour le droit fiscal suisse et international une intitulée "Rechtsmittel an kantonale Instanzen, Nachsteuer und Revision".

*Joseph Hayoz* a pour sa part publié en 2003 un article - non encore paru au momen l'impression du rapport 2003 du TA - sur les frais de procédure des permis de const "Kostenfragen im Zusammenhang mit dem Baubewilligungsverfahren im Kanton Fre 2003/4 p. 335 ss).

Dans le prolongement d'une conférence présentée le 16 avril 2004 à l'occasion d'un organisé par lui-même et le Prof. Hänni (voir ci-après Collaborations), *Christian Pfaf* publié "Approche comparative des procédures suisses de la fonction publique" (RFJ p. 225 ss).

A l'occasion des Journées du droit de la circulation routière 2004, *Michel Wuilleret* a exposé sur les nouveautés jurisprudentielles du droit administratif en la matière.

## **IV. DIVERS**

Le Tribunal administratif s'est réuni en séance plénière à plusieurs reprises pour rép consultations relatives à des projets de lois, pour traiter des questions de personnel autres affaires.

Dès l'automne 2004, il a été associé à la mise en oeuvre de la Constitution cantonal

des projets législatifs pour le Tribunal cantonal, le Conseil de la magistrature et l'élection des juges. Les juges *Marianne Jungo*, Présidente pour 2005, *Armand Bloch*, vice-Président, *Michel Wuilleret* et *Christian Pfammatter* ont accepté de faire partie des premiers groupes de réflexion instaurés à cet effet.

Le Tribunal administratif et le Conseil d'Etat, réunis en Collège électoral, ont procédé à l'élection d'un assesseur auprès de la Commission d'expropriation.

### **Formation continue**

Les juges et les collaboratrices et collaborateurs du Tribunal administratif ont suivi des séminaires et cours.

### **Collaborations**

Dans le cadre des échanges que le Tribunal administratif entretient avec la Faculté de droit de l'Université de Fribourg, les greffier(e)s-rapporteur(e)s de la Cour des assurances ont élaboré un cas pratique en assurance-accidents, qu'ils ont, le 24 mars 2004, commenté aux étudiant(e)s de Mme la Prof. Bettina Kahil-Wolff. L'exposé, unanimement apprécié, a jeté les bases d'une collaboration plus régulière avec la Faculté de droit de l'Université.

Dans le même contexte, *Christian Pfammatter* a organisé avec le Prof. P. Häni un séminaire consacré au nouveau droit de la fonction publique. Il s'est tenu le 16 avril 2004 et a donné lieu à plusieurs publications dans la RFJ 2004/2.

*Shirin Lawassanipour*, étudiante universitaire, a effectué un stage de deux mois à la Cour des assurances comme séminaire par la Faculté de droit.

### **Informatique**

La présence du Tribunal administratif sur le réseau Internet avec un site bilingue (www.ta.ch) lui permet de mettre très rapidement à la disposition du public des décisions revêtues de caractère public prépondérant ainsi que des communiqués relatifs à son activité et d'assurer la diffusion de ses médias. Les arrêts publiés sont disponibles sous les formats "word" et "pdf".

## **I. PERSONELLES**

### **A. Richterinnen und Richter**

Im Bericht über die Tätigkeit im Jahre 2002 wurde angekündigt, dass die Präsidentin und die Präsidentinnen der allgemeinen Gerichtshöfe inskünftig ihr Amt während zwei Jahre abgeben werden. Seit dem 1. Januar 2004 werden der I. Gerichtshof von Verwaltungsrichterin *Marianne Jungo*, der II. Hof von Verwaltungsrichter *Christian Pfammatter* und der III. Hof von Verwaltungsrichterin *Michel Wuilleret* präsiert.

*Denis Boivin* wurde vom Grossen Rat mit Wirkung ab 12. Februar 2004 als Ersatzric Verwaltungsvericht für eine Periode von 5 Jahren gewählt.

## **B. Gerichtsschreiberei**

Seit mehreren Jahren wurde dem Verwaltungsvericht im Rahmen der zum Abbau de Fälle aus früheren Jahren getroffenen Massnahmen ein Sonderkredit zur vorübergeh Anstellung von zusätzlichen MitarbeiterInnen zugesprochen (vgl. dazu die letzten Tätigkeitsberichte). Mit Inkrafttreten des neuen Bundesgesetzes über den Allgemeir Sozialversicherungsrechts auf den 1. Januar 2003 ist neu grundsätzlich ein Einsprac eingeführt worden. Dadurch ist die Anzahl der vom Sozialversicherungsgerichtshof z behandelnden Angelegenheiten stark gesunken (vgl. Tätigkeitsbericht des Jahres 20 Folge hat das Verwaltungsvericht auf den Sonderkredit für das Jahr 2004 sowie auf fester Stellen verzichtet. So konnten die temporären Arbeitsverhältnisse von *Véroni* 60%, sowie von *Claudia Dey*, 50%, als Gerichtsschreiberinnen-Berichterstatterinner Sozialversicherungsgerichtshof nicht erneuert werden. Letztere ist jedoch weiterhin ihrer öffentlichrechtlichen Anstellung zu 50% für diesen Gerichtshof tätig.

*Anne-Sophie Peyraud*, Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin beim Sozialversicherur wurde für die Dauer vom 1. April 2004 bis 31. März 2005 von sämtlichen Verpflicht gegenüber dem Verwaltungsvericht freigestellt, um ihr die Annahme der Stelle als ausserordentliche Ersatzrichterin am Kantonsgericht Neuenburg zu ermöglichen. Sie Mai 2004, befristet auf ein Jahr, durch *Maude Favarger* ersetzt.

Die Gerichtsschreiber-Berichterstatter (ohne Chef-Gerichtsschreiber) kommen auf ir 7 Stelleneinheiten, aufgeteilt auf neun Personen.

Im Rahmen ihrer Ausbildung zur Rechtsanwältin und zum Rechtsanwalt haben *Cint Michael Guye*, *Christoph Rohrer* und *Valérie Humbert* ein Gerichtspraktikum absolvie

## **C. Sekretariat**

*Doris Bertschy*, deutschsprachige Sekretärin, hat ihre Tätigkeit von 70% auf 50% re diesem Rahmen hat Manuela Hain, zweisprachige Sekretärin, ihr Pensum auf 40% e

Das Sekretariat (ohne Bürochefin und Lehrlinge) kommt auf insgesamt 3 Stelleneinl aufgeteilt auf 5 Personen.

Das Verwaltungsvericht hat weiterhin am Hilfsprogramm des Staates Freiburg zu Gu Arbeitslosen teilgenommen und hat zwei Personen im Rahmen eines temporären Beschäftigungsprogramms angestellt. Die Teilnahme an dieser Massnahme stellt so Betroffenen als auch für das Gericht, welches dadurch gleichzeitig über zusätzliche r und motivierte Arbeitskräfte verfügen kann, eine sehr positive Erfahrung dar.

# **II. GERICHTSTÄTIGKEIT**

## **A. Allgemeine Bemerkungen**

Die Anzahl der neuen, beim Verwaltungsvericht im Jahr 2004 eingetragenen Ar (1243 Einträge) hat im Vergleich zum Vorjahr (993 Einträge) um 25% zugenomme



bei den Neueinträgen das Niveau des Jahres 2001 erreicht (1218 Einträge).

Die Zunahme betrifft insbesondere den Sozialversicherungsgerichtshof (III. Verwaltungsgerichtshof (+36%) sowie, in geringerem Umfang, den I. Verwaltungshof (+24%). Demgegenüber ist ein Rückgang der Neueinträge beim II. Verwaltungsgerichtshof (-13%). Der Sozialversicherungsgerichtshof verzeichnete 495 neue Einträge, was 40% der neuen Einträge beim Verwaltungsgericht entspricht. Zwar haben sie im Berichtsjahr 2003 (ein Drittel der neuen Einträge) zugenommen, sind aber im Vergleich mit den Vorjahren rückläufig (58% im Jahre 2002 und 54% im Jahre 2001). Der II. Verwaltungsgerichtshof kommt auf insgesamt 20% der Neueinträge, der I. Verwaltungsgerichtshof (inklusive Zwangsmassnahmen im Bereich des Ausländerrechts) auf jeweils 15%. Die restlichen Neueinträge (10%) entfallen auf den III. Verwaltungsgerichtshof.

Die Anzahl der Erledigungen durch das gesamte Verwaltungsgericht (1259 Dossiers) im Vergleich zum Vorjahr 2003 (1381 Dossiers) leicht abgenommen (-8,8%). Diese Abnahme ist auf die Aufhebung einer Arbeitsstelle (vgl. hierüber Ziffer I.B) sowie die Zunahme der Erledigungen durch materielle Entscheide bei einzelnen Gerichtshöfen zurückzuführen. Die Erledigungen im Berichtsjahr übersteigen die Neueinträge dennoch leicht, so dass die Anzahl der Dossiers auf 776 gesunken ist.

Weitere detaillierte Angaben über die Tätigkeit der einzelnen Höfe des Verwaltungsgerichts sind im statistischen Teil dieses Berichts festgehalten.

### **B. I. Verwaltungsgerichtshof**

Die Aktivität des I. Verwaltungsgerichtshofs im Berichtsjahr 2004 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

### **C. II. Verwaltungsgerichtshof**

Im Berichtsjahr wurde der II. Verwaltungsgerichtshof mehrmals im Bereich der Bauplanung angerufen. Trotz Beunruhigung der Bevölkerung gegenüber nichtionisierender Strahlung durch die rechtsanwendenden Behörden fast keinen Ermessensspielraum in Bezug auf die von den Behörden festgelegten Grenzwerte. Dies wird aus den sehr geringen Erfolgsaussichten der Beschwerden wegen fehlender spezieller kantonaler Planungs- und/oder Bauvorschriften insbesondere in der Bauzone Antennen zu implantieren. Diese anarchische Situation sollte in der Gesetzgebung - vergleichbar mit dem eidgenössischen Raumplanungsrecht - durch Minimalbestimmungen betreffend das Bauen ausserhalb der Bauzone, insbesondere die Koordinationspflicht - verbessert werden, damit zumindest eine Grundlage für die Zusammenarbeit der Behörden besteht.

### **D. III. Verwaltungsgerichtshof**

Mit Ausnahme der Entscheide betreffend die Festsetzung der Ladenöffnungszeiten der Tankstellenshops - welche in der Lokalpresse ausführlich kommentiert wurden - zeigt die Zunahme der Beschwerdeeingänge, gibt die Aktivität des III. Verwaltungsgerichtshofs im Berichtsjahr 2004 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

## **E. Steuergerichtshof**

In einem Grundsatzentscheid vom 24. August 2004 (BGE 130 II 509) hat das Bundesverwaltungsgericht Anforderungen betreffend die Form und den Inhalt letztinstanzlicher kantonaler Entscheidungen festgesetzt, welche zugleich die direkte Bundessteuer und die harmonisierten Kantonalsteuern betreffen (separate Begründungen und entsprechende Dispositive). Seitdem trägt der Steuergerichtshof die Beschwerden eines Steuerpflichtigen, die sich sowohl gegen die Bundessteuer als auch gegen die kantonalen Steuern richten - entsprechend der Praxis der Kantone - je separat ins Gerichtsregister ein.

Dieses neue System der Beschwerdeeinträge hat im Berichtsjahr zu einer leichten Zunahme der Neueinträge geführt. Die Anzahl bleibt dennoch relativ tief. Es hat sich demnach bestätigt, dass das neue Gesetz über die direkten Kantonssteuern (insbesondere die einjährige Gegenwartsbemessung sowie der Steuerharmonisierung) zu weniger Rechtsstreitigkeiten Anlass gibt.

Unter diesen Umständen konnte der Präsident weiterhin auch einige Beschwerden des Sozialversicherungsgerichtshofs im Bereich der Arbeitslosenversicherung behandeln.

## **F. Sozialversicherungsgerichtshof**

Seit dem 1. Januar 2004 ist der Sozialversicherungsgerichtshof, trotz einer Zunahme der Neueinträge im Vergleich zum Vorjahr 2003, nicht mehr auf die übrigen RichterInnen des Verwaltungsgerichts angewiesen. Der Grund hierfür ist das Einspracheverfahren, das im Jahre 2003 eingeführt wurde. Die Verwaltungsrichter sind somit wieder ausschliesslich - mit Ausnahme weniger Fälle, die ihnen vor dem 1. Januar 2004 zugeteilt wurden und an deren Erledigung sie festhielten - den Angelegenheiten des Sozialversicherungsgerichtshofs widmen.

Die Einführung dieses Rechtsmittels hatte unmittelbare Auswirkung. Die Beschwerdeeinträge nahmen im Jahre 2003 beträchtlich ab.

Dieser Rückgang erwies sich jedoch nur als temporär. Im Jahr 2004 hat sich die Anzahl der Neueinträge im Vergleich zum Vorjahr von 326 auf 350 erhöht. In der Zwischenzeit haben die verfügbaren Stellen ihre Einspracheentscheidungen erlassen. Beschwerden beim Gerichtshof angefochten werden können.

Der Gerichtshof hat im Berichtsjahr 572 Angelegenheiten erledigt. Davon 499 mit einer Entscheidung (82%).

Die Einführung der neuen Verfahrensbestimmungen im Jahre 2003 hat zu einer Verringerung der Angelegenheiten geführt. So konnte ein Grossteil der Fälle, welche ohne Zufriedenheit beider Parteien einer Entscheidung zugeführt werden konnten, im Einspracheverfahren erledigt werden. Demgegenüber hat der Gerichtshof die schweren Fälle, insbesondere im Bereich der Invalidenversicherung, zu beurteilen. In diesem Bereich verlangt der Erlass materiell rechtliche viel Zeit zur Ausarbeitung und Vorbereitung.

## **G. Statistiken**

Aufschluss über Art und Anzahl der beurteilten Fälle gibt der statistische Teil dieses Berichts, auf den verwiesen wird.

### III. WISSENSCHAFTLICHE TÄTIGKEITEN

*Hugo Casanova* hat wiederum einige Urteile des Bundesgerichts zusammengefasst und die entsprechenden Beiträge erschienen unter den Titeln "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahre 2002 - Kantonale Abgaben (inkl. Steuerharmonisierung)" und "Parallele Ausgestaltung des kantonalen Instanzenzuges bezüglich der kantonalen direkten Steuern und der direkten Bundessteuer" im Band 73 (Juli/August 2004), S. 65 ff., das "Archiv für schweizerisches Abgaberecht" sowie in der Online Fachzeitschrift "Jusletter" im April 2004. Zudem nahm er als Moderator an einem Weiterbildungskurs im Bundesschiedsgericht für Steuerbeamtinnen und Steuerbeamte zum Thema "Die Besteuerung der Einkünfte aus dem beweglichem Vermögen" teil. Im Rahmen eines Praktikantenkurses der Stiftung für Rechtsausbildung hielt er eine Lektion zum Thema "Wiedererwägung und Revision". Zudem war er Referent an einem Kongress des Instituts für schweizerisches und internationales Steuerrecht zum Thema Verfahren und Rechtsschutz im Steuerrecht (Vortrag zum Thema "Rechtsmittel an kantonale Instanzen, Nachsteuer und Revision").

*Joseph Hayoz* seinerseits hat im Jahre 2003 einen Beitrag über die "Kostenfragen im Zusammenhang mit dem Baubewilligungsverfahren im Kanton Freiburg" publiziert (FZR 2003/2, S. 335 ff.). Dieser Beitrag war in der FZR im Zeitpunkt der Drucklegung des Jahresberichts noch nicht erschienen.

*Christian Pfammatter* hat anlässlich der Konferenz vom 16. April 2004, die im Rahmen der vom ihm und Prof. Peter Hänni organisierten Kolloquiums stattfand, den Beitrag "Approches comparatives des procédures suisses de la fonction publique" publiziert (FZR 2004/2, S. 107 ff., vgl. nachstehend Zusammenarbeit).

Im Rahmen der Strassenverkehrstagung 2004 an der Universität Freiburg hat *Michel* einen Vortrag über die neuste verwaltungsrechtliche Rechtsprechung zu diesem Thema gehalten.

### IV. WEITERES

Das Verwaltungsgericht ist zu mehreren Sitzungen des Gesamtgerichts zusammengekommen, anlässlich welcher Vernehmlassungen zu Gesetzesentwürfen behandelt sowie Personal- und andere allgemeine Angelegenheiten erledigt wurden.

Seit Herbst 2004 arbeitet es an der Umsetzung der neuen Kantonsverfassung mit, in Bezug auf die Erarbeitung der Gesetzesentwürfe für das Kantonsgericht, den Juwenalwahl der RichterInnen. *Marianne Jungo*, Präsidentin im Jahre 2005, *Armand Bloch*, im Jahre 2005, sowie *Michel Wuilleret* und *Christian Pfammatter* sind Mitglieder der vom Zweck ins Leben gerufenen Reflexionsgruppen.

Als Wahlkollegium vereinigt haben das Verwaltungsgericht und der Staatsrat eine Enteignungskommission gewählt.

#### Weiterbildung

Die Richter und die Mitarbeiter/innen des Verwaltungsgerichts haben verschiedene Kurse besucht.

## Zusammenarbeit

Im Rahmen der Austausch mit der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Unive haben die GerichtsschreiberInnen-BerichterstatterInnen des Sozialversicherungsgesetz 24. März 2004 den Studierenden von Prof. Bettina Kahil-Wolff einen praktischen Bereich der Unfallversicherung dargelegt und kommentiert. Das gute Gelingen des nunmehr Basis für eine regelmässigeren Zusammenarbeit mit dem sozialversicherungslehre Lehrstuhl der Universität.

Im gleichen Rahmen hat *Christian Pfammatter* mit Prof. Peter Hänni ein Kolloquium zum neuen Beamtenrecht organisiert. Dieses fand am 16. April 2004 statt und bildet mehrere Publikationen in der FZR 2004/2.

*Shirin Lawassanipour*, Rechtsstudentin, absolvierte beim Verwaltungsgericht ein Praktikum, das bei der rechtswissenschaftlichen Fakultät als Seminararbeit anerkannt wurde.

## Informatik

Dank einer zweisprachigen Internet-Site ([www.fr.ch/tad/de](http://www.fr.ch/tad/de)) kann das Verwaltungsgericht schnell die Öffentlichkeit über Entscheidungen informieren, die ein besonderes öffentliches Interesse aufweisen, und Pressemitteilungen über die eigene Tätigkeit veröffentlichen. Die Internet-Medien sind somit gewährleistet. Die publizierten Entscheidungen sind unter dem Format "pdf" abrufbar.

- [Rapport du Tribunal administratif - partie statistique](#)  
[Bericht des Verwaltungsgerichts - statistischer Teil](#)
- [Autres autorités de la juridiction administrative](#)  
[Andere Behörden der Verwaltungsjustiz](#)
- [Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents](#)  
[Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung](#)